



COMPTE-RENDU DU COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION (CSA) EN FORMATION SPÉCIALISÉE (FS) DU 17 SEPTEMBRE 2026

INDÉPENDANCE DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE ET DROITS DES MALADES

L'ouverture de la séance plénière de la Formation Spécialisée s'est tenue dans un climat particulièrement tendu. La **déclaration liminaire unitaire portée par la CGT et SUD** a articulé deux alertes majeures pour l'ensemble des personnels de la direction régionale.

1. Droit des collègues en ALD : halte au flicage et à l'arbitraire managérial !



Depuis cet été, le Service Administration des Ressources (SAR) exige des agents en Affection de Longue Durée (ALD) ou souffrant d'une maladie chronique (endométriose, migraines sévères...) la production systématique d'un certificat médical pour chaque jour d'absence lié à leur pathologie, menaçant à défaut de leur retirer un jour de congé annuel.

Cette injonction locale bafoue ouvertement le Guide des autorisations d'absence de l'INSEE (note n° 2026_8287 du 13 avril 2026), qui énonce formellement que ces absences peuvent intervenir « sans consultation médicale » jusqu'à deux jours continus. Comment tolérer qu'un collègue cloué au lit doive dénicher un rendez-vous dans l'heure dans des départements frappés par les déserts médicaux ? Cette consigne peut par ailleurs amener à violer le secret médical en incitant indirectement à divulguer sa pathologie par le cachet d'un spécialiste. Face à nos protestations, le Directeur régional a prétendu que nous mentionnions, qu'il s'agissait d'une simple « tolérance » et non d'un droit et a fustigé des « dérives » à Rouen où des agents ont dépassé 3 ou 10 jours d'absence. CGT-SUD a rétorqué qu'à Marseille, la direction applique un jour par mois sans justificatif. Nous n'accepterons pas cette politique de suspicion : nous exigeons la réattribution immédiate des congés prélevés à tort et portons le dossier au niveau national.

2. Attaques de l'extrême droite : l'INSEE ne falsifie pas les chiffres !

Le 15 septembre 2026, sur la chaîne LCI, le député et cadre dirigeant du Rassemblement national Jean-Philippe Tanguy a diffamé l'institut en prétendant que l'INSEE « obéit au gouvernement » qui diffuse des « chiffres bidon ».

Traiter publiquement les agents de la statistique publique de faussaires aux ordres est une insulte pure et simple adressée aux enquêteurs, gestionnaires et statisticiens. L'histoire comme l'actualité

internationale (censure de données sous l'administration Trump au Census Bureau, mise au pas des instituts statistiques en Hongrie) démontrent la méthode : l'extrême droite s'attaque systématiquement à la réalité chiffrée et scientifique pour tenter d'imposer ses mensonges. Face à ces intimidations, la direction ne peut rester muette. La CGT et SUD ont exigé une condamnation publique et le dépôt d'une plainte pour diffamation ou outrage. Le Directeur régional s'est contenté d'indiquer qu'il transmettrait notre texte à la Direction générale.

TOUR D'HORIZON DES SUJETS LOCAUX

* **Accidents de service et souffrance des agents** : Aucun accident déclaré à Caen, mais 3 accidents instruits à Rouen. Les mentions au RSST ont acté la détresse professionnelle des enquêteurs face aux pannes catastrophiques de l'application Sabiane : questionnaires perdus après des heures d'entretien chez les ménages, échecs de synchronisation, insomnies et sentiment de honte face aux répondants. Si le temps passé est payé, l'usure morale demeure totale. Le passage de l'enquête Emploi dans Sabiane est très préoccupante et nous serons très vigilants à sa mise en place.

* **Bilan du Service Social** : 40 collègues accompagnés en 2025 (13,3 % des effectifs). 70 % sont des femmes et 45 % relèvent de la catégorie B. On constate un vieillissement des situations lourdes (transitions retraite, usure sur écran, prise en charge de parents dépendants) et une hausse des crises familiales (décès, ruptures, violences intrafamiliales prises en charge avec France Victimes).

* **Refus d'aménagements de poste** : L'administration bloque dans certains cas le télétravail dérogatoire pour raison de santé.

* **DUERP et PAPRI Pact 2026** : 65 % des 85 risques recensés relèvent des Risques Psychosociaux (RPS), nourris par la surcharge quantitative de travail et le manque d'effectifs. Face à cela, le plan d'action propose des « formations à la gestion du stress ». Pour la CGT, former les agents à gérer leur stress plutôt que d'alléger la charge revient à les culpabiliser de craquer ! La CGT s'est donc abstenue lors du vote.

* **Rapport de visite de l'ISST à Caen** : L'inspecteur a préconisé la rénovation des blocs sanitaires, vétustes. Il a également pointé une anomalie sur l'amiante : des matériaux amiantés identifiés en 2019 au 1er étage de la cage Sud ont disparu du rapport 2024 sans aucun travaux déclarés. Une vérification APAVE a été demandée.

* **Budget de la FS** : Sur les 1 708 € d'autorisations d'engagement restantes, **la FS a voté l'achat de thermomètres et de 3 bureaux à hauteur réglable.**

Les dépenses liées à l'adaptation aux canicules seront envisagées début 2027 sur le nouveau budget.

GT CSA DU 25 SEPTEMBRE 2026 SUR L'IMMOBILIER : DENSIFICATION À CAEN, ON REPREND TOUT À ROUEN

* **Site de Caen** (Accueil de 50 agents du CNRS) : L'étude privée du cabinet Kardham (2,7 à 5,4 millions d'euros de travaux envisagés) a été abandonnée pour son coût disproportionné. C'est désormais le Pôle Ergonomie de Bercy qui intervient pour **relocaliser la cinquantaine d'agents du 3^e étage vers les niveaux inférieurs**. Contrairement à d'autres organisations, **la CGT a rappelé son opposition résolue au flex-office et à l'open office**. La CGT a réfuté les arguments d'un autre syndicat comparant les effectifs à ceux de 2011 pour sous-entendre qu'une occupation du bâtiment par 220 agents était possible. Nous avons rappelé que nous occupions alors deux bâtiments distincts avant que les coupes d'effectifs de la fusion Insee-Sessi n'aboutissent au déménagement en 2017. Nous avons rappelé également qu'initialement, le rapport de l'inspection générale préconisait la construction d'une aile supplémentaire pour être en capacité d'accueillir les 220 agents. **Nous exigeons la préservation des salles de réunion et des bureaux fermés attribués.**

* **Site de Rouen** : Le projet d'installation à l'Hôtel-Dieu prévoyait des coûts de plusieurs dizaines de millions d'euros pour un résultat discutable pour les administrations accueillies. Ce scénario initial a échoué. Face aux incertitudes liées à la Foncière de l'État et au budget qui nous sera alloué, tout est remis à plat. **La CGT défend des locaux dignes, des garanties sur les espaces partagés et des parkings sécurisés pour les enquêteurs.**

ACTION SOCIALE : DÉFENDRE LE POUVOIR D'ACHAT DES PLUS BAS SALAIRES



Au **Comité Départemental d'Action Sociale du Calvados (CDAS)**, la CGT défend avec constance que l'action sociale ministérielle (INSEE, DGFIP, Douanes...) constitue un salaire indirect qui doit profiter prioritairement aux agents aux rémunérations les plus modestes. Dès la séance du 26 mars dernier, l'intersyndicale avait rappelé cette exigence par une déclaration liminaire.

Lors des séances des 22 juin et 24 septembre 2026, plusieurs dossiers d'importance ont été tranchés :

* **Restauration collective** : Au RIA Agesso, la hausse du prix moyen (passant de 8,50 € à 10,49 €) a permis d'activer l'aide complémentaire à l'harmonisation tarifaire (AHT), faisant baisser la

part payée par les agents de 1,99 € grâce à la prise en charge du Secrétariat général. À la Délivrande, le marché est en renouvellement avec 2 candidats en lice pour un choix début décembre. Pour les retraités, le droit de manger au RIA a été réaffirmé, mais les consignes de contact restent restrictives (seuls 670 retraités sur 1 800 dans le Calvados peuvent être joints, s'ils ont coché l'option sur le site ENSAP).

* **Séances de psychologue** et présence des assistantes sociales : les assistantes sociales nous ayant fait part au CSA en FS du 17 septembre du fort besoin d'abonder le dispositif de consultations de psychologue par le CDAS en complément du dispositif MonSoutienPsy, nous avons voté une dépense de 660 € pour financer 12 séances supplémentaires d'urgence d'ici fin 2026. Pour sortir du cercle vicieux budgétaire, les élus ont formulé une demande unanime : que les assistantes de service social (ASS) participent directement aux réunions du CDAS afin de dresser un bilan qualitatif précis des consultations (utilité, besoins réels, files d'attente). Le budget du CDAS ne peut servir de pansement aux politiques managériales créant du mal-être, il faut traiter le mal à la source !

* **Arbre de Noël** : 198 demandes sont validées via l'application (la campagne est prolongée suite à un bug informatique). 300 personnes sont inscrites au cirque (places négociées à 15 €).

* **Chèques-cadeaux ados** : La CGT a voté pour augmenter le montant du chèque-cadeau des 12-17 ans de 20 € à 25 € afin de liquider facilement l'excédent budgétaire et d'en faire profiter un maximum de familles. D'autres organisations s'y étant opposé, le reliquat sera consommé via une sortie à places limitées.

* **Sorties culturelles et familiales** : La sortie au Havre a fait le plein, avec notamment 12 agents n'ayant pas participé à une sortie depuis 5 ans. Pour la journée à Paris, le Musée de la Marine a été retenu pour éviter les aléas météo de décembre.

* **Logement et accueil des nouveaux** : Aucun logement réservé n'a pu être attribué sur Lisieux en raison d'une mauvaise évaluation initiale des besoins lors de la création des pôles de contact. Concernant la journée d'accueil des nouveaux arrivants, l'action sociale n'a été conviée qu'à celle de la DDFIP.

FLAMBÉE DES CARBURANTS : POUR UN TÉLÉTRAVAIL EXCEPTIONNEL D'URGENCE ET UNE VRAIE PRISE EN CHARGE DES DÉPLACEMENTS !

Face à l'envolée continue des prix des carburants à la pompe, de nombreux collègues qui ne disposent pas d'alternative crédible aux transports individuels se retrouvent pris à la gorge. Alors que les salaires stagnent, venir sur site devient un véritable gouffre financier pour les agents contraints d'utiliser leur voiture au quotidien. C'est pourquoi **la CGT porte la revendication de la mise en place d'un télétravail exceptionnel « carburant »**. Ce dispositif, déjà expérimenté il y a

quelques mois, permettrait aux agents qui le souhaitent d'ajouter des jours de télétravail supplémentaires temporaires pour amortir le choc économique de leurs trajets domicile-travail.

Toutefois, le télétravail ne saurait constituer une réponse magique qui dispenserait l'État de ses responsabilités d'employeur exemplaire. La CGT exige donc conjointement la possibilité de recourir à ce télétravail exceptionnel, une véritable politique de **promotion de la mobilité douce** ainsi qu'une **prise en charge employeur à 100 % des abonnements de transports en commun** sans reste à charge pour les collègues.

Travailler ne doit pas coûter d'argent !

MOBILISATION DU 29 SEPTEMBRE 2026

En Normandie, les cortèges de Caen et de Rouen ont rassemblé des agents déterminés à stopper la dégradation de leur pouvoir d'achat et le démantèlement du service public.



La CGT revendique :

- * La **revalorisation immédiate des grilles indiciaires à hauteur de 400€** pour tous ainsi qu'un plan de rattrapage des pertes antérieures.
- * L'**intégration des primes** dans l'indiciaire.
- * L'**abrogation du jour de carence** et de la ponction de 10 % sur les rémunérations dès le 1er jour d'arrêt maladie.
- * L'**arrêt des suppressions d'emplois et un plan de recrutement de titulaires** (rappelons que l'INSEE est passé de 7 000 à 5 000 postes).

DÉBAT SYNDICAL : POURQUOI LE SYNDICALISME N'EST PAS (ET NE PEUT PAS ÊTRE) « APOLITIQUE »

Certaines organisations syndicales revendiquent une posture dite « apolitique », affirmant se limiter à une gestion technique des dossiers sans intervenir sur les choix généraux de société. À la CGT, nous refusons cette tromperie.

Le syndicalisme est fondamentalement politique.

Nos conditions concrètes de travail à l'INSEE ne tombent pas du ciel : elles sont le résultat direct de décisions politiques prises au sommet de l'État. Les coupes d'effectifs, le gel du point d'indice, la ponction sur le traitement des agents malades, ou encore les attaques politiciennes contre la statistique publique sont des actes politiques.

Revendiquer l'« apolitisme », c'est s'interdire de questionner les causes pour n'aménager que les conséquences. C'est renoncer à peser sur le partage des richesses et accepter sans combat le carcan de l'austérité budgétaire.

Pour la CGT, la défense quotidienne des collègues va de pair avec la lutte pour la transformation sociale, la justice et la défense d'un service public indépendant au service de l'intérêt général.



Prenez contact avec vos élus CGT !

Matthieu Boivin à Caen
Sébastien Pellegrini à Rouen

*Suite à la réduction d'impôt ou au crédit d'impôt,
une cotisation de 100 € ne coûte en fait que 34 €.*